

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 529

Artikel: Demain, c'est déjà aujourd'hui
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1022224>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Demain, c'est déjà aujourd'hui

La croissance. Vous avez dit la croissance? Quelle croissance? Au bénéfice de qui, la croissance?

En ces premiers jours de 1980, voici que l'on annonce qu'en cette année bénie ce ne sont pas moins de 118,4 kilomètres d'autoroute qui vont être ouverts. Voici que les entrepreneurs suisses croient pouvoir annoncer une «croissance» dans le domaine de la construction jusqu'en 1983, avec, à la clef, une «légère progression de la construction de logements jusqu'au milieu des années quatre-vingt». Voici que les «milieux autorisés», se gargarisant de la «capacité de résistance et d'adaptation de l'économie suisse», prévoient que le Suisse persévèrera dans la «légère croissance» qui s'est amorcée en 1977. On pourrait multiplier les exemples. Rapportez-vous aux communiqués publiés avec zèle par votre quotidien préféré!

Ces pronostics plutôt sereins vous plongent-ils dans l'optimisme?

En définitive, cette «croissance» à venir suffit-elle à prouver que notre société est sur la bonne voie? Beat Kappeler (aujourd'hui secrétaire de l'USS) décortiquait, en 1973, les ressorts de cette croissance-là, en montrait les méfaits prévisibles, lançait aussi quelques utopies pour un autre avenir. Nous y revenons dans le dernier numéro de DP. Aujourd'hui, nous faisons le point, sept ans après. (Réd.)

1973-1978: au mieux ce fut du surplace

Esquissant donc, il y a sept ans, quelques projets et utopies pour une «société meilleure», Beat Kappeler fondait son argumentation sur un grand nombre de

données chiffrées. Elles lui permettaient notamment d'avancer l'idée d'une «croissance mortelle».

Sept ans plus tard, il est évident qu'aucune des réflexions prospectives de Beat Kappeler n'a été prise en compte par la Suisse officielle.

Notre pays est trop embourbé dans ses préoccupations pratiques et immédiates pour se permettre, fut-ce un instant de rêve.

Rêverait-il d'ailleurs, qu'il y a tout lieu de penser que son idéologie profonde le conduirait vers d'autres rivages — ceux du passé, ceux du «libéralisme» économique où l'Etat ne «socialisait pas à froid» la vie publique, comme elle le fait aujourd'hui selon les chantages de l'économie de marché...

Il y a les idées. Mais il y a aussi les faits! En l'occurrence les statistiques (les rares que nous avons à disposition). A priori, n'est-il pas raisonnable de penser que les tourbillons politico-économico-monnaires de ces dernières années ont modifié les références sur lesquelles Beat Kappeler s'appuyait? Bref, la situation se présenterait aujourd'hui autrement qu'il y a sept ans.

Dans la mesure du possible, nous avons tenté d'actualiser les séries statistiques utilisées par Kappeler. Et les surprises ont succédé aux surprises.

Suivez-nous dans quelques secteurs particulièrement intéressants et significatifs!

ENERGIE: ON PILOTE À VUE

A tout seigneur tout honneur, d'abord, l'énergie. Là, il y a un mieux, apparemment. Willi Ritschard n'a pas inauguré une nouvelle centrale tous les trois ans, comme le prévoyait M. Bonvin. Et M. Schlumpf ne le fera pas davantage, semble-t-il.

Mais ce «mieux» n'a pas été choisi par nous, sur la base d'un programme énergétique cohérent, à long terme, démocratiquement débattu et décidé. L'évolution enregistrée nous a été largement imposée. Par l'OPEP, qui a en moyenne décuplé ses prix depuis

1973 (le prix du baril était fixé à 2,6 dollars en 1972).

Par les craintes, aussi, inspirées par le nucléaire.

Les pays industrialisés pilotent à vue entre ces deux éléments; et la Suisse ni plus ni moins que les autres. La limite prévisible est exclusivement commerciale. A en croire différentes études, d'autres formes d'énergie, classiques ou nouvelles, (re)deviennent rentables à partir de 35 à 40 dollars le baril de pétrole. Nous nous rapprochons à vive allure de ce prix. Le marché, comme on dit, plus que des choix politiques délibérés, modèleront l'avenir en élargissant, en diversifiant les sources d'énergie — les «économies d'énergie» et les «meilleures utilisations des énergies existantes» sont considérées, par simplification, comme faisant partie intégrante de cette diversification.

PRODUCTIVITÉ: EN DÉPIT DES CRIS...

Un autre indicateur intéressant, une notion très délicate à utiliser et pourtant un des critères importants dans l'évaluation de notre mode de vie, la «productivité».

Les utopies boulimiques décrites par Kappeler sont fondées sur une hausse moyenne, pour une longue période, de quelque 3% de la productivité. La mesure de l'évolution de cette grandeur-là depuis 1973 n'est pas aisée, c'est le moins qu'on puisse dire! D'une part l'indice suisse de la production industrielle ne saurait être considéré comme un indice de la productivité; d'autre part le nombre des postes de travail a fortement diminué pendant ces sept dernières années.

Prenons deux points de repère qui devraient nous faciliter la tâche!

L'OCDE établit son indice de productivité en calculant le rapport du produit national à l'emploi. Pour la Suisse, le produit national en «francs constants» (donc, élimination faite de l'inflation) est le même en 1972 et en 1978. Pendant ces six années, l'indice de l'emploi établi par l'OFIAMI a reculé de 12%.